

Envoyé en préfecture le 12/10/2023

Reçu en préfecture le 12/10/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20231011-23_A_ESE_0056-AR

S²LO

RENDU EXECUTOIRE LE

16 OCT. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction Enfance et Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DEF-ESE-0056

DU 11 OCT. 2023

**PORTANT FIXATION DES TARIFS
HORAIRES POUR L'EXERCICE 2023 DES SERVICES RENDUS
PAR L'ASSOCIATION UNA86 DANS LE CADRE DE
L'AIDE A DOMICILE DES FAMILLES
(TECHNICIEN(NE)S D'INTERVENTION SOCIALE
ET FAMILIALE ET AIDES A DOMICILE)**

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté n°2015-A-DGAS-DEF-ESE-0002 du 15 janvier 2015 relatif à l'autorisation de fonctionnement du service d'aide à domicile géré par l'Association Aide aux Mères et aux Familles pour son activité au bénéfice de l'enfance et des familles ;

VU le changement de nom de l'association en « Association Aide aux mères et aux Familles au Domicile de la Vienne-UNA 86 ;

VU les propositions de l'UNA 86 reçues le 28 octobre 2022 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 adoptant le budget primitif 2023 du Département de la Vienne ;

VU l'arrêté n° A-DGAS-DEF-ESE-0046 du 11 juillet 2023 portant fixation des tarifs horaires pour l'exercice 2023 des services rendus par l'association UNA 86 dans le cadre de l'aide des familles ;

CONSIDERANT l'erreur matérielle constatée dans l'arrêté susvisé ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1: Le volume horaire des services rendus par les techniciens et techniciennes d'intervention sociale et familiale (TISF) et les aides à domicile (AD) de l'UNA86 est fixé pour l'exercice 2023 comme suit :

**29 400 heures pour les TISF réparties comme suit : 22 150 heures de prévention
7 250 heures pour les droits de visite**

200 heures pour les aides à domicile

ARTICLE 2 : Les tarifs horaires des services rendus par les techniciens et techniciennes d'intervention sociale et familiale et les aides à domicile de l'Association UNA86 sont fixés pour l'exercice 2023 comme suit :

- 1) Techniciens d'intervention sociale et familiale :
- du 1^{er} janvier au 30 juin 2023 : 40,85 €
 - à compter du 1^{er} Juillet 2023 : 34,60 €
- Soit un tarif moyen annuel de 37,73 €.

- 2) Aides à domicile
- du 1^{er} janvier au 30 juin 2023 : 32,23 €
 - à compter du 1^{er} Juillet 2023 : 26,48 €
- Soit un tarif moyen annuel de 29,36 €.

ARTICLE 3 : Dans les cas où une participation financière des familles est demandée pour l'intervention d'un technicien d'intervention sociale et familiale, celle-ci est fixée à 0,40 € par heure ; les tarifs horaires facturables au Département sont alors de :

- 40,45 € du 1^{er} janvier au 30 juin 2023
- 34,20 € à compter du 1^{er} juillet 2023

ARTICLE 4 : La facturation doit faire l'objet d'un envoi mensuel pour la totalité des enfants pris en charge et des heures effectuées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté retire, à compter du 1^{er} juillet 2023, l'arrêté n°A-DGAS-DEF-ESE-0046 DU 11 juillet 2023 portant fixation des tarifs horaires pour l'exercice 2023 des services rendus par l'association UNA 86 dans le cadre de l'aide des familles, susvisé, considérant l'erreur matérielle faite dans l'écriture du tarif horaire facturable dans le cas où une participation financière des familles est demandée, mentionné au 3^{ème} alinéa de l'article 3.

ARTICLE 5 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental, dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun - 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration. En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à partir de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le Président de l'Association Gestionnaire et le Directeur Gestionnaire de l'association sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département lavienne86.fr.

Fait à POITIERS, le

11 OCT. 2023



Le Président du Conseil Départemental,
Alain PICHON.